Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

SAEPPO
05 61 01 03 55
SYNDICAT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU PAYS D'OLMES

Nombre de délégués en exercice : 14

Nombre de délégués présents : 13

Nombre de procuration : 0

Votes POUR article 1 : 10

Votes POUR article 2/3/4 : 11

ABSTENTIONS art. 1 : 3 (Drelon, Laffont P, Laffont F)

ABSTENTIONS article 2/3/4 : 2 (Laffont P, Laffont F)

Votes CONTRE : 0

Date de convocation : 03/07/2026

Délibération n° 2026/17

***EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL***

***L'an deux mille vingt six et le neuf juillet*** à 18H00, le comité syndical, dûment convoqué, s'est réuni au siège du syndicat, à la zone industrielle du Moulin d'Enfour, sous la présidence de Mr Jean-Luc TARDY.

**PRESENTS**

MM. Jean-Luc TARDY & Jean CANNET (AIGUES VIVES)

MM. Patrick MERIGNAN (DREUILHE)

MMES Véronique OLIVIER & PROESAMLE SOLANGE(ESCLAGNE)

M. Christophe DRELON & M. Manuel LEAL(LERAN)

MM. Michel MORELL et Régis ROULIN(REGAT)

Mme ESCANDE Brigitte et M. Pascal SERRE (TABRE)

MM. Patrick LAFFONT & LAFFONT Frédéric (LAROQUE D'OLMES)

**ABSENT :** Pierre VILLEROUX (DREUILHE)

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Les conseillers présents, formant la majorité des membres en exercice, peuvent délibérer en exécution de l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales.

**Objet : Approbation du protocole d'accord transactionnel conclu avec le SMDEA et de la convention de distribution d'eau potable**

Le Comité syndical du SAEPPO,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code civil, notamment les dispositions relatives à la transaction ;

**Vu** les procédures contentieuses engagées entre le SAEPPO et le Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement (SMDEA) ;

**Vu** l'ordonnance n°2601263 à n°2601278 du 17 février 2026 portant désignation de Mme Sylvie Denis-Dintilhac en sa qualité de médiatrice ;

**Vu** l'accord de médiation signé le 27 mai 2026 ;

**Considérant** que les parties ont engagé une procédure de médiation devant le Tribunal administratif de Toulouse afin de parvenir à un règlement amiable de leurs différends ;

**Considérant** qu'à l'issue des négociations, un protocole d'accord transactionnel a été établi, accompagné d'une nouvelle convention de distribution d'eau potable et de ses annexes, permettant de mettre un terme aux litiges en cours et de définir les relations futures entre les deux syndicats ;

*D'une part*, il est précisé que la convention a pour objet de fixer les conditions techniques, administratives et financières de la prestation de distribution d'eau potable réalisée par le SAEPPO au SMDEA, à partir du brise-charge de Barthalé jusqu'aux points de comptage C4, C5 et C6.

En sus des exigences techniques sur la qualité et la quantité de l'eau distribuée et sur les modalités d'entretien et de renouvellement des ouvrages, équipements et points de comptage, cette convention sert de fondement juridique pour autoriser le SAEPPO à facturer la prestation de distribution d'eau potable au SMDEA.

Il est convenu entre les parties que :

- La production d'eau potable réalisée par le SMDEA au SAEPPO fait l'objet d'une tarification trimestrielle, sur la base du tarif fixé par une délibération de son comité syndical. Cette méthode de facturation demeure inchangée.

  A partir de l'entrée en vigueur de la convention, il est toutefois négocié que les factures du SMDEA s'effectueront sur la base du volume d'eau réellement consommé par le SAEPPO, c'est à dire à partir du volume d'eau mis à sa

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

disposition au niveau du point de comptage C3, auquel il est soustrait le volume d'eau traité et distribué par le SAEPPO au niveau des points de comptage C4-C5-C6. La facturation appliquée par le SMDEA au SAEPPO peut être résumée ainsi :

[ C3 – (C4+C5+C6)] * tarif de production en € HT / $m^3$

Il en résulte une division de plus de la moitié du volume d'eau précédemment facturé par le SMDEA, car initialement basé sur le volume d'eau livré au C3.

- Il est acté qu'à partir de l'entrée en vigueur de la convention, la distribution d'eau potable réalisée par le SAEPPO au SMDEA fera également l'objet d'une tarification trimestrielle, sur la base d'un tarif négocié et fixé d'un commun accord entre les syndicats par ladite convention.

  Ce tarif négocié s'élève à 0.60€ /$m^3$ .

  Il est convenu entre les Parties que le tarif D ne fait pas l'objet d'indexation

  Le tarif D appliqué par le SAEPPO au SMDEA peut faire l'objet d'une révision. Cette révision est déterminée selon l'évolution (à la baisse ou à la hausse) de la tarification fixée par le SMDEA sur le prix de production d'eau potable, par délibération de son comité syndical.

  Toute évolution du prix de production d'eau ouvre droit à la révision du prix de distribution pratiqué par le SAEPPO, de sorte de maintenir un delta maximal de 0.35 euros HT (en valeur réelle) entre les prix. Dit autrement, peu important l'évolution du prix de production fixée par le SMDEA, le SAEPPO peut réviser le prix de distribution jusqu'à maintenir ce delta de 0.35 euros HT entre les prix.

  ***Exemple - Simulation d'une révision pour l'exercice 2027***

  *Si le SMDEA augmente le prix de production d'eau potable à hauteur de 0.98€/$m^3$. Le SAEPPO est autorisé à augmenter le prix de distribution d'eau jusqu'à 0.63€/$m^3$ (0.98 – 0.35).*

  La révision s'applique automatiquement sur décision du SAEPPO, sans autorisation requise.

  A partir de ce prix de distribution, il est négocié que la facturation s'effectuera à partir du volume d'eau mis à disposition du SMDEA au niveau des points de comptage C4, C5 et C6. La facturation appliquée par le SAEPPO au SMDEA peut être résumée ainsi :

  (C4+C5+C6) * tarif de distribution en € HT / $m^3$

Cette convention entrera en vigueur de manière rétroactive, à partir du 8 juin 2024.

Elle sert par conséquent de référence pour permettre au SAEPPO d'émettre rétroactivement des factures relatives à la distribution d'eau réalisée pour le compte du

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

SMDEA pendant les exercices 2024, 2025 et courant 2026, puis pour les exercices suivants.

*D'autre part*, le protocole d'accord négocié concomitamment a pour objet de régler, définitivement, les différends qui opposaient le SAEPPO et le SMDEA sur les créances réciproques et ayant donné lieu à de multiples recours contentieux. Le protocole vise, ainsi, à fixer les modalités de règlement pour purger le différend financier passé, organiser les désistements réciproques dans les instances en cours et prévenir tout nouveau litige éventuel relatif aux créances visées par l'accord.

En particulier, il peut être retenu que :

- Le SAEPPO s'engage à annuler les titres émis pour les exercices 2018, 2019 et 2020 sur la base de la délibération suspendue du 10 juin 2024, d'un montant total égal à 617.786,82 euros HT ;
- Le SAEPPO s'engage à régler les titres émis par le SMDEA pour les exercices 2024, 2025 et courant 2026, sur la base de la nouvelle tarification négociée dans le cadre de la convention. La somme totale initialement demandée à hauteur de 2.047.743,03 euros HT sera donc réduite à hauteur de 1.248.627,11 euros HT ;
- Le SMDEA s'engage à régler les nouveaux titres à émettre par le SAEPPO pour les exercices 2024, 2025 et courant 2026, sur la base de la nouvelle tarification négociée dans le cadre de la convention. Le SMDEA sera donc contractuellement tenue de régler la somme totale de 523.265, 34 euros HT.

Les créances et les échéanciers de paiement sont détaillés en annexes du protocole.

Le protocole prendra effet sous réserve de sa validation et celle de la convention par les organes délibérants respectifs du SAEPPO et du SMDEA, et à l'expiration du délai de recours contentieux de deux mois, sous réserve qu'aucun déféré préfectoral n'ait été introduit dans ce délai.

Dès l'entrée en vigueur, chacune des parties déposera devant le Tribunal administratif de Toulouse les mémoires portant désistement d'instance et d'action, ainsi qu'à l'exécution des engagements financiers rappelés ci-dessus.

**Considérant** que ces documents ont été transmis aux membres du Comité syndical préalablement à la présente séance ;

Après en avoir délibéré,

**Le Comité syndical décide :**

**Article 1 :**
D'approuver le protocole d'accord transactionnel conclu entre le SAEPPO et le SMDEA ainsi que l'ensemble de ses annexes, notamment les échéanciers et documents annexés au protocole.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

**Article 2 :**
D'approuver la convention de distribution d'eau potable..

**Article 3 :**
D'autoriser Monsieur le Président à signer le protocole d'accord transactionnel, la convention de distribution d'eau potable, leurs annexes ainsi que tout document nécessaire à leur exécution, et permettre leur exécution conformément aux engagements réciproques pris entre les syndicats.

**Article 4 :**
De donner tous pouvoirs au Président pour accomplir les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance, les jour, mois et an susvisés.

Pour extrait certifié conforme

LE PRESIDENT

Jean-Luc TARDY

Le Président
Jean-Luc TARDY

LE SECRETAIRE

Jean CANNET

Date de transmission à la s/Préfecture de PAMIERS : le 10/07/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

# CONVENTION

## Relative à l'exercice des prestations de distribution d'eau potable du SAEPPO au SMDEA

**Entre les soussignés :**

- Le **Syndicat d'Alimentation en Eau Potable du Pays d'Olmes** (SAEPPO),
  Représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean-Luc TARDY, dûment habilité en vertu de la délibération 17, du 9 juillet 2026, dont le siège social est situé Z.I. du Moulin d'Enfour à LAROQUE D'OLMES (09600),

Ci-après désigné le « SAEPPO »,

**Et,**

- Le **Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement** (SMDEA),
  Représenté par sa Présidente en exercice, Madame Christine TEQUI, dûment habilitée en vertu de la délibération n° [à compléter] du 9 juillet 2026, dont le siège social est situé rue du Bicentenaire à SAINT PAUL DE JARRAT (09000),

Ci-après désigné le « SMDEA),

Ci-après désignés séparément ou collectivement la ou les « Partie(s) »

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

## PRÉAMBULE

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Pays d'Olmes (SAEPPO) est un syndicat intercommunal à vocation unique, créé en 1960, pour la production, le traitement et la distribution d'eau potable sur le territoire de ses sept communes membres (à savoir les communes d'Aigues-Vives, Dreuilhe, Esclagne, Laroque d'Olmes, Leran, Régat et Tabre).

Le SAEPPO est propriétaire des sources de Cadeillou, Marsol et de Fount Bergens, à partir desquelles l'eau brute est prélevée, produite et acheminée pour répondre aux besoins des usagers.

Par la délibération du 6 février 2012, le SAEPPO a adhéré au Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement (SMDEA) pour l'exercice de la seule compétence de production d'eau potable avec effet au 1er janvier 2013.

Par un arrêté préfectoral du 15 février 2012, le Préfet de l'Ariège a entériné l'adhésion du SAEPPO et, en vertu de l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales, acté la mise à disposition de plein droit au SMDEA des biens meubles et immeubles utilisés pour la production d'eau potable. Le SMDEA est autorisé à prélever l'eau des sources de Cadeillou, Marsol et de Fount Bergens, en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine dans les conditions fixées par l'arrêté, lequel renvoie à la conclusion d'une convention de gestion qui n'est jamais intervenue.

Cette adhésion a été acceptée par le SMDEA le 18 octobre 2012.

En 2018, le SMDEA a assuré la maitrise d'ouvrage de la construction d'une usine à Montferrier, pour le traitement de l'eau potable en provenance des sources d'eau précitées.

Il en résulte des relations croisées entre les syndicats :

- Le SMDEA exerce la production d'eau potable par l'usine de Montferrier et son acheminement jusqu'au brise-charge de Barthalé, pour l'intégralité du territoire du SAEPPO dans le cadre du transfert de la compétence de production d'eau.

- Le SAEPPO exerce la distribution de l'eau ainsi produite, étant inclus des prestations de re-chloration et de stockage d'eau, en vue de son acheminement à ses communes adhérentes et une partie des adhérents du SMDEA.

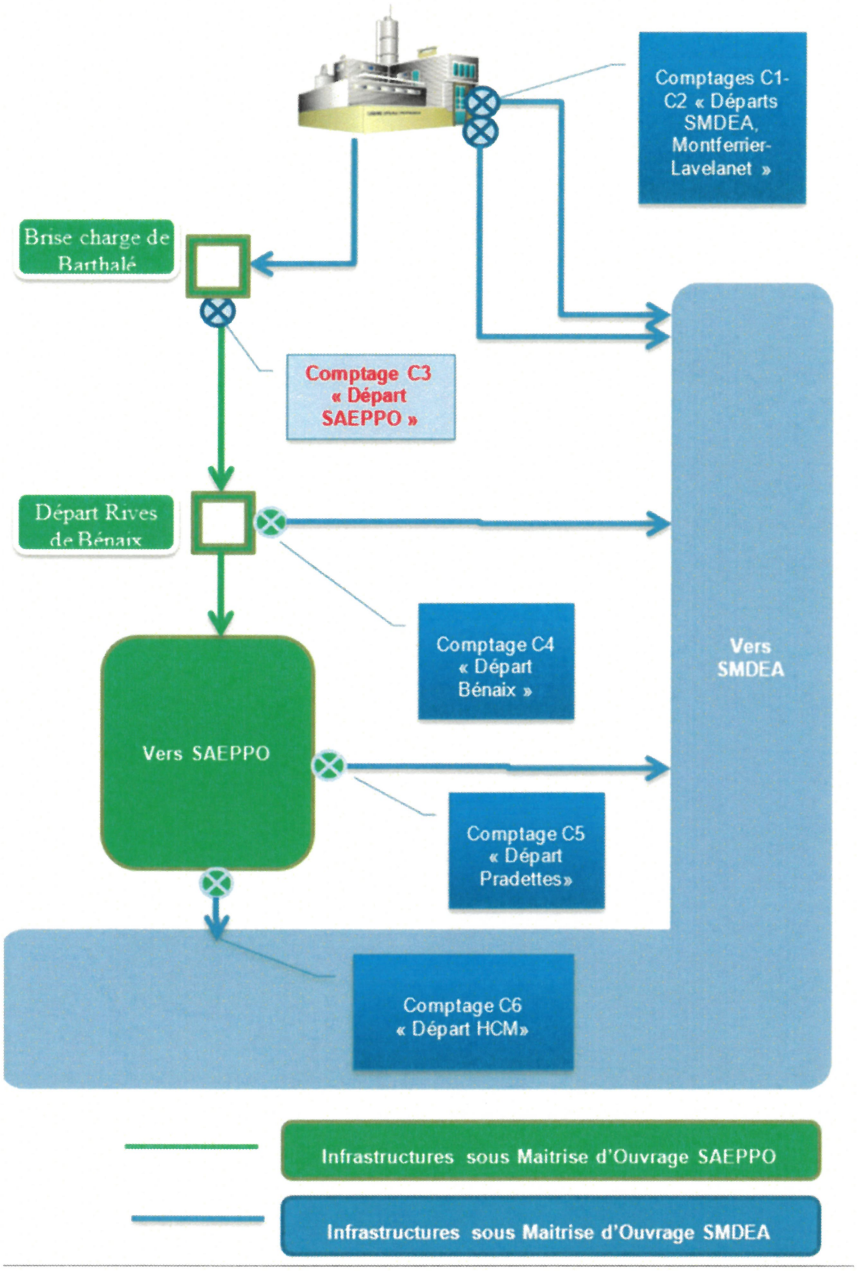
L'eau produite et traitée par le SMDEA transite sur le réseau de distribution du SAEPPO après le point de livraison et comptage C3 « Départ SAEPPO », au niveau du brise-charge de Barthalé. Le volume d'eau produit par le SMDEA est mesuré par ce point C3.

En suivant, outre la distribution d'eau auprès des communes adhérentes du SAEPPO, l'eau revient sur le réseau du SMDEA au niveau des points de livraison et comptage suivants :

« Départ C4 » : Commune de Bénaix
« Départ C5 » : Commune de Pradettes
« Départ C6 » : Haut Canton de Mirepoix

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

La configuration du réseau d'adduction d'eau potable peut être schématisée ainsi :




Jusqu'en 2023, le SAEPPO n'achetait que les volumes d'eau réellement consommés par ses abonnés au tarif défini par le comité syndical du SMDEA. Les prestations de distributions étaient facturées par le SAEPPO, sur la base des conventions historiques conclues entre le SAEPPO, la Commune de Lavelanet, la Commune de Pradettes et le SIVOM du Haut Canton de Mirepoix en 1970, 1972 et 1992.

Ce dispositif ne permettait plus de garantir une compensation adéquate des charges de distribution supportées par le SAEPPO, justifiant la nécessité de redéfinir les conditions financières des relations entre les Parties.

Les Parties reconnaissent que ces conventions historiques sont devenues obsolètes.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

En 2023 jusqu'au deuxième trimestre 2024, les relations croisées entre les syndicats étaient régies par la convention de vente d'eau potable par le SAEPPO au SMDEA datée du 29 mars 2023. Le SMDEA facturait la totalité des volumes d'eau transitant par le point de comptage C3 au tarif défini par son assemblée générale, tandis que le SAEPPO lui en revendait une partie, après distribution au niveau des points de comptage C4, C5 et C6, aux tarifs conventionnels.

Cette convention a pris fin le 7 juin 2024 à l'initiative du SMDEA.

Par la présente convention, les Parties se sont rapprochées pour déterminer les modalités d'exercice et de tarification des prestations de distribution d'eau potable qui les lient.

Les Parties conviennent, d'un commun accord, de son application rétroactive à partir du 8 juin 2024 en vue de pallier les incertitudes rencontrées pendant les exercices 2024 et 2025.

Ceci exposé, les Parties conviennent des engagements réciproques ci-après stipulés.

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les conditions techniques, administratives et financières de la prestation de distribution d'eau potable réalisée par le SAEPPO au SMDEA, à partir du brise-charge de Barthalé jusqu'aux points de comptage C4, C5 et C6 ci-après précisés.

Elle prend la suite des conventions historiques de 1970, 1972 et 1992 et de la convention de vente d'eau potable datée du 29 mars 2023.

Il est précisé que :

- Le SAEPPO s'engage à réaliser la distribution d'eau potable au SMDEA dans les conditions ci-après définies, conformément à ses statuts et aux normes en vigueur.
- Le SMDEA s'engage à réaliser la production d'eau potable à l'égard du SAEPPO en sa qualité d'adhérent, conformément à ses statuts et aux normes en vigueur.

L'eau produite est traitée par l'usine de Montferrier ou toute autre ouvrage sous la maitrise d'ouvrage du SMDEA, en vue de l'alimentation en eau potable des usagers. Suite au transfert de la compétence de production d'eau, les sources de Cadeillou, de Marsol et de Fount Bergens sont gracieusement mises à disposition du SMDEA.

Le comité syndical du SMDEA est légitime à fixer annuellement un tarif de production d'eau potable pour le SAEPPO, par délibération.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

## ARTICLE 2. POINTS DE LIVRAISON ET COMPTAGES

**C4 : Point de comptage de Bénaix**

La fourniture d'eau du SAEPPO au SMDEA s'effectue au point de livraison C4 dans un regard situé aux Rives du Bénaix.

L'ensemble des installations (équipements et accessoires hydrauliques, canalisations) nécessaires au traitement et la distribution d'eau situées jusqu'au compteur, inclus, appartiennent au SAEPPO.

**C5 : Point de comptage Pradettes et ses écarts**

La fourniture d'eau du SAEPPO au SMDEA s'effectue au point de livraison C5 sur la conduite principale de distribution de la Commune d'Esclagne, à la sortie du réservoir situé à la côte 538.00 NGF. Le compteur C5 est placé au point de raccordement avec le réseau de ladite Commune.

L'ensemble des installations (équipements et accessoires hydrauliques, canalisations) nécessaires au traitement et la distribution d'eau situées jusqu'au compteur, inclus, appartiennent au SAEPPO.

**C6 : Point de comptage Haut Canton de Mirepoix (HCM)**

La fourniture d'eau du SAEPPO au SMDEA s'effectue au point de livraison C6 dans un regard à la limite des Communes d'Aigues-Vives et de Troyes d'Ariège.

L'ensemble des installations (équipements et accessoires hydrauliques, canalisations) nécessaires au traitement et la distribution d'eau situées jusqu'au compteur, inclus, appartiennent au SAEPPO.

Le volume pris en compte et appelé « volume vendu » à l'Article 7 relatif à la tarification des prestations de distribution, correspond à la somme des volumes d'eau comptabilisés sur les points C4, C5 et C6 pour la même période de relève.

## ARTICLE 3. QUALITÉ DE L'EAU

Le SAEPPO s'engage à fournir jusqu'aux points de livraison et comptage définis à l'Article 2 précédent, une eau conforme à la réglementation en vigueur, à savoir à ce jour les articles R.1321-1 à R.1321-61 du code de la santé publique relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

## ARTICLE 4. QUANTITÉ D'EAU

### 4.1. Engagements du SAEPPO sur le régime hydraulique des points de comptage C4-C5-C6

Le SAEPPO s'engage à mettre à la disposition du SMDEA toute l'eau potable dont il aura besoin.

A cet effet, la règle de bridage est supprimée.

Le SAEPPO s'engage à n'interrompre ou réduire la fourniture ou le débit d'eau qu'en cas de force majeure ou d'imprévision, de difficultés d'approvisionnement pour assurer ses propres besoins ou

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

les besoins de sa population et de travail exécuté sur le réseau ou les ouvrages de distribution, dans l'intérêt du service. La durée de l'interruption ou de la réduction est limitée au temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations et prendre les mesures appropriées.

Sauf en cas d'accident, le SAEPPO prévient le SMDEA au moins cinq (5) jours ouvrés à l'avance de tout arrêt ou réduction momentanés de l'alimentation en eau.

En cas d'accident, le SAEPPO prévient sans délai le SMDEA, y compris dans le cadre de l'astreinte 24h/24 et 7j/7, de tout arrêt ou réduction momentanés de l'alimentation en eau.

Le SAEPPO s'engage à mettre en œuvre une gestion de ses installations et équipements qui soit respectueuse de l'exploitation des installations du SMDEA. Ainsi, les ouvrages et appareillages du SAEPPO ne devront pas avoir d'effets induits susceptibles de perturber ceux du SMDEA.

Aucune responsabilité ni aucune compensation, de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être recherchée auprès du SAEPPO du fait de l'interruption ou de la réduction de la fourniture d'eau si conforme aux dispositions des alinéas précédents.

### 4.2. Engagements du SMDEA sur le régime hydraulique du point de comptage C3

Le SMDEA s'engage à mettre à la disposition du SAEPPO toute l'eau potable dont il aura besoin.

Le SMDEA s'engage à n'interrompre ou réduire la fourniture ou le débit d'eau qu'en cas de force majeure ou d'imprévision, de difficultés d'approvisionnement et de travail exécuté sur le réseau ou les ouvrages de distribution, dans l'intérêt du service. La durée de l'interruption ou de la réduction est limitée au temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations et prendre les mesures appropriées.

Sauf en cas d'accident, le SMDEA prévient le SAEPPO au moins cinq (5) jours ouvrés à l'avance de tout arrêt ou réduction momentanés de l'alimentation en eau.

En cas d'accident, le SMDEA prévient sans délai le SAEPPO, y compris dans le cadre de l'astreinte 24h/24 et 7j/7, de tout arrêt ou réduction momentanés de l'alimentation en eau.

Le SMDEA s'engage à mettre en œuvre une gestion de ses installations et équipements qui soit respectueuse de l'exploitation des installations du SAEPPO. Ainsi, les ouvrages et appareillages du SMDEA ne devront pas avoir d'effets induits, susceptibles de perturber ceux du SAEPPO.

Aucune responsabilité ni aucune compensation, de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être recherchée auprès du SMDEA du fait de l'interruption ou de la réduction de l'alimentation d'eau potable si conforme aux dispositions des alinéas précédents.

## ARTICLE 5. ENTRETIEN, RENOUVELLEMENT ET RELEVE DES POINTS DE COMPTAGE

Chaque Partie procède ou fait procéder par ses exploitants, au relevé régulier des compteurs.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

L'entretien et le renouvellement du compteur C3 sont assurés par le SMDEA pendant la durée de la présente convention.

L'entretien et le renouvellement des compteurs C4-C5-C6 sont assurés par le SAEPPO pendant la durée de la présente convention.

Les compteurs installés doivent être d'un type et d'un modèle conformes à la réglementation relative aux instruments de mesure. Ils seront constamment maintenus dans un état permettant de garantir l'exactitude et la précision du comptage, fixées par cette même réglementation et seront remis à neuf ou en état d'origine a minima tous les neuf ans.

Chaque Partie dispose, à tout moment, de la faculté de solliciter l'autre Partie afin qu'elle procède à la vérification du bon fonctionnement de l'appareillage de comptage, en particulier son étalonnage.

Les frais relatifs à ces opérations sont réputés inclus dans les tarifs respectifs pratiqués par l'une et l'autre Parties.

Dans le cas où la non-conformité de l'appareillage de comptage est constatée, chaque Partie concernée doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué, pour la période de facturation en cours :

- Soit en appliquant un coefficient de correction au volume indiqué par l'appareillage de comptage, s'il a été démontré que l'erreur de mesure est de type systématique ;
- Soit sur la base du volume d'eau livré pendant la même période de l'année précédente ;
- Soit, si aucune des deux méthodes précédentes ne peut être mise en œuvre, sur la base de toutes justifications qui seront fournies par chacune des deux Parties.

Afin de procéder à la facturation, il est procédé à un relevé contradictoire trimestriel des index des compteurs (première quinzaine d'avril, de juillet, d'octobre et de janvier). Cette relève est organisée par le SAEPPO ou par l'exploitant de son choix.

Les index des compteurs et les dates des relevés doivent figurer sur les factures de production et de distribution d'eau de manière à permettre à chaque Partie de vérifier et de contrôler, à tout moment, le bien fondé des quantités d'eau facturées.

## ARTICLE 6. CREATION, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES

### 6.1. Création et Gestion des ouvrages et des équipements

En qualité de propriétaire, chaque Partie assure la maîtrise d'ouvrage des opérations de construction, d'entretien, de renouvellement et d'exploitation de ses installations.

Le SAEPPO assure l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages et équipements qui sont situés en aval du point de comptage C3 et jusqu'aux points de comptages C4, C5 et C6. Le SMDEA assure l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages et équipements qui sont situés en amont du point de comptage C3 et à l'aval des points de comptages C4, C5 et C6.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

### 6.2. Entretien et Gestion des points d'interconnexion

Les abords extérieurs immédiats de chaque interconnexion et/ou point de comptage sont entretenus par la Partie compétente sur le territoire sur lequel l'équipement est implanté.

Le SAEPPO et le SMDEA assurent les visites de contrôle et les opérations de maintenance permettant d'assurer le bon fonctionnement des interconnexions et/ou points de comptage dont ils ont la charge.

### 6.3. Travaux de renouvellement à l'identique / Investissements

Le financement et la réalisation des travaux de renouvellement à l'identique ou d'amélioration des ouvrages et des équipements installés à la date de prise d'effet de la présente convention, sont à la charge du SAEPPO lorsqu'ils sont situés en aval du point de comptage C3 et jusqu'aux points de comptages C4, C5 et C6. Ils sont à la charge du SMDEA lorsqu'ils sont situés en amont du point de comptage C3 et à l'aval des points de comptages C4, C5 et C6.

## ARTICLE 7. PRIX ET FACTURATION

### 7.1. Prix de l'eau produite par le SMDEA

La production d'eau potable réalisée par le SMDEA au SAEPPO fait l'objet d'une tarification trimestrielle, sur la base du tarif fixé par une délibération de son comité syndical.

A titre indicatif uniquement, à la date de rédaction de la présente convention, le tarif de production d'eau potable appliqué par le SMDEA au SAEPPO est fixé à hauteur de 0,950€/$m^3$ pour l'exercice 2026 par délibération n°DELAG-25-12-003 du 18 décembre 2025.

La facturation s'effectue sur la base du volume d'eau réellement consommé par le SAEPPO. Il est comptabilisé à partir du volume d'eau mis à disposition au niveau du point de comptage C3, auquel il est soustrait le volume d'eau traité et distribué par le SAEPPO au SMDEA tel qu'il est relevé au niveau des points de comptage C4-C5-C6.

La tarification appliquée par le SMDEA au SAEPPO peut être résumée ainsi :
[C3 – (C4+C5+C6)] * tarif de production en € HT

### 7.2. Prix de l'eau distribuée par le SAEPPO

La distribution d'eau potable réalisée par le SAEPPO au SMDEA fait l'objet d'une tarification trimestrielle, sur la base d'un tarif fixé d'un commun accord entre les Parties.

Ce tarif intitulé « D » est calculé à partir des charges supportées par le SAEPPO pour les besoins du traitement, de la chloration, du stockage et de la distribution d'eau potable, en considérant la volumétrie totale d'eau transitant par son réseau – y compris le volume non valorisé par l'effet des fuites. Le tarif D désigne le prix de revient du service rendu.

Ce tarif D est égal à 0.60 euros HT par $m^3$ à la date de prise d'effet de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

➔ **Tarif 2024** : D = 0.60

La facturation s'effectue sur la base du volume d'eau mis à disposition du SMDEA (volume vendu). Il est comptabilisé à partir du volume d'eau traité et distribué par le SAEPPO au SMDEA tel qu'il est relevé au niveau des points de comptage C4, C5 et C6.

La tarification appliquée par le SAEPPO au SMDEA peut être résumée ainsi :
(C4+C5+C6) * tarif « D » de distribution en € HT

### 7.3. Indexation du tarif de distribution

Sans objet.
Il est convenu entre les Parties que le tarif D ne fait pas l'objet d'indexation.

### 7.4. Révision du tarif de distribution

Le tarif D appliqué par le SAEPPO au SMDEA peut faire l'objet d'une révision.

Cette révision est déterminée selon l'évolution (à la baisse ou à la hausse) de la tarification fixée par le SMDEA sur le prix de production d'eau potable, par délibération de son comité syndical.

Toute évolution du prix de production d'eau ouvre droit à la révision du prix de distribution pratiqué par le SAEPPO, de sorte de maintenir un delta maximal de 0.35 euros HT (en valeur réelle) entre les prix. Dit autrement, peu important l'évolution du prix de production fixée par le SMDEA, le SAEPPO peut réviser le prix de distribution jusqu'à maintenir ce delta de 0.35 euros HT entre les prix.

***Exemple - Simulation d'une révision pour l'exercice 2027***
*Si le SMDEA augmente le prix de production d'eau potable à hauteur de 0.98€/m³.*
*Le SAEPPO est autorisé à augmenter le prix de distribution d'eau jusqu'à 0.63€/m³ (0.98 – 0.35).*

La révision s'applique automatiquement sur décision du SAEPPO, sans autorisation requise.

La révision s'applique à partir du premier jour du mois suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle tarification pratiquée par le SMDEA.

### 7.5. Redevances et Impositions

A ces prix de production et distribution d'eau potable, il s'ajoute les redevances et les taxes exigibles en vigueur sur les factures appliquées respectivement par chaque Partie.

Les Parties conviennent que le tarif de la redevance relative à la préservation de la ressource en eau, applicable par le SAEPPO, est identique à celui fixé par le SMDEA pour ses autres adhérents.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

## ARTICLE 8. DUREE – ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable sans limite de temps par tacite reconduction.

Elle entre en vigueur à compter de la date du 8 juin 2024.

Le non-renouvellement de la présente convention peut être notifié par l'une des Parties par lettre recommandé avec accusé de réception, au plus tard six mois avant la reconduction d'une nouvelle période. Le non-renouvellement prend effet à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa notification à l'autre Partie. Pendant la période de préavis, les Parties continuent de s'acquitter des obligations et des créances exigibles conformément aux stipulations de la présente convention.

## ARTICLE 9. MODIFICATION

La présente convention peut être modifiée par accord conjoint des Parties, par un avenant.

Les Parties s'engagent à se rencontrer aussi souvent que nécessaire pour envisager conjointement les éventuelles modifications de la présente convention. La modification ne peut en aucun cas être déduite de la passivité ou de simples tolérances de l'une ou l'autre Partie en cours d'exécution, de sorte que chaque Partie reste libre d'exiger la stricte application de la présente convention qui n'aurait pas fait l'objet d'une modification conjointe par avenant.

## ARTICLE 10. RÉSILIATION

### 10.1. Résiliation pour un motif d'intérêt général

Chaque Partie peut résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général s'agissant pour chacune d'elle d'un contrat administratif.

La décision de résiliation est notifiée à l'autre Partie par une lettre recommandée avec accusé de réception, dûment motivée pour apprécier le bien-fondé du motif allégué d'intérêt général.

La décision de résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de préavis d'un an suivant la date de sa notification à l'autre Partie. Pendant la période de préavis, les Parties continuent de s'acquitter des obligations et des créances exigibles conformément aux stipulations de la présente convention.

### 10.2. Résiliation pour faute

La présente convention peut être résiliée par décision unilatérale d'une Partie, en cas de faute de l'autre Partie.

La faute s'entend comme tout manquement répété ou d'une particulière gravité dans l'exécution des engagements réciproques stipulés par la présente convention. En particulier, une faute peut être constatée dans les cas suivants (à titre non-exhaustif) :

- En cas de non-paiement de deux factures émises la même année, dans le délai imparti ;

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

- En cas de méconnaissance des dispositions légales ou statutaires en vigueur relatives à la production et la distribution d'eau potable ;
- En cas d'abandon ou de refus d'exécution de la présente convention ;
- En cas d'actes frauduleux commis dans l'exécution de la présente convention.

Lorsqu'une Partie considère que les conditions de la résiliation sont réunies, il adresse à la Partie défaillante une mise en demeure de se conformer aux stipulations contractuelles et de mettre fin à la situation de manquement, dans un délai raisonnable d'un (1) à trois (3) mois selon sa nature à compter de la réception de la mise en demeure. Si, à l'expiration de ce délai, la Partie défaillante ne s'est pas conformée à la mise en demeure, l'autre Partie peut prononcer, de plein droit, la résiliation de la convention par une lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de résiliation prend effet à la date de sa notification à l'autre Partie, sans préavis.

### 10.3 Négociation d'une nouvelle convention

En cas de non-renouvellement ou de fin anticipée de la présente convention, les Parties s'engagent à se rencontrer pour négocier une nouvelle convention visant à régir les modalités administratives, techniques et financières d'exercice de la distribution d'eau potable par le SAEPPO au SMDEA.

## ARTICLE 11. RESPONSABILITÉ – ASSURANCES

Sauf cas de force majeure ou survenance d'un autre fait exonératoire de responsabilité admis selon les règles de droit commun, chaque Partie fait son affaire à l'égard de l'autre de supporter toutes les conséquences résultant de son propre fait, de son personnel ou des équipements dont elle a la charge, dans le cadre de l'exécution des missions définies à la présente convention.

Chaque Partie procède, à cette fin, à la souscription de tout contrat d'assurance qui s'avérerait nécessaire afin de couvrir les risques qu'il ne serait pas en mesure d'assurer lui-même.

## ARTICLE 12. REGLEMENT DES LITIGES – JURIDICTION COMPETENTE

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, le cas échéant par la saisine d'un tiers, expert ou médiateur, désigné conjointement par les Parties.

La Partie la plus diligente fait connaitre à l'autre, par courrier ou courriel avec accusé de réception, le différend et la ou les solution(s) estimée(s) pertinente(s) pour y remédier, avec la communication des justificatifs utiles, et propose le cas échéant le tiers de son choix. A réception, les Parties s'engagent à se rencontrer dans les meilleurs délais pour parvenir à un accord. Si, dans un délai de trois (3) mois suivant la réception de la demande, aucun accord amiable n'a été trouvé, chaque Partie pourra engager une procédure contentieuse.

Toutes contestations qui viendraient à naitre sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention sont de la compétence du Tribunal administrative de Toulouse.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Fait à Foix, le 9 JUILLET 2026.

En trois exemplaires originaux.

| **Pour le SAEPPO :** | **Pour le SMDEA :** |
| --- | --- |
| M. Jean-Luc TARDY, Président. | Mme Christine TEQUI, Présidente. |

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

# PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

**ENTRE :**

**Le Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement (SMDEA)**, représenté par sa Présidente en exercice, Madame Christine TEQUI, dûment habilitée en vertu de la délibération n° XXX du Bureau prise en date du 9 juillet 2026, dont le siège social est situé Rue du Bicentenaire à Saint-Paul-de-Jarrat (09000) ;

Ci-après dénommé « le SMDEA »,

**D'une part,**

**ET :**

**Le Syndicat d'Alimentation en Eau Potable du Pays d'Olmes (SAEPPO)**, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean-Luc TARDY, dûment habilité en vertu de la délibération n°17 prise en date du 9 juillet 2026, dont le siège social est situé ZI du Moulin d'Enfour à LAROQUE D'OLMES (09600) ;

Ci-après dénommé « le SAEPPO »,

**D'autre part,**

Le SMDEA et le SAEPPO étant ci-après dénommés ensemble « les Parties ».

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

## EXPOSÉ PRÉALABLE :

**1.** Le SMDEA et le SAEPPO sont deux syndicats intercommunaux exerçant une compétence en matière d'eau potable sur le périmètre géographique de leurs membres respectifs.

Le SMDEA est un syndicat mixte ouvert créé en 2005, compétent en matière de traitement, production et distribution d'eau potable et en matière d'assainissement pour le compte de tout ou partie de ses 299 adhérents (syndicat à la carte).

En matière d'eau potable, l'article 2.1 de ses statuts précise qu'il est compétent pour :

> « *2.1.1 : l'étude, la réalisation, l'extension, l'amélioration, la rénovation, le contrôle, l'entretien, l'exploitation et la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de production*
> *2.1.2 : l'étude, la réalisation, l'extension, l'amélioration, la rénovation, le contrôle l'entretien, l'exploitation et la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de production, de transport et de distribution d'eau potable* ».

Le SAEPPO est un syndicat intercommunal à vocation unique, créé en 1960, pour la production, le traitement et la distribution d'eau potable sur le territoire de ses sept communes membres (à savoir les communes d'Aigues-Vives, Dreuilhe, Esclagne, Laroque d'Olmes, Leran, Régat et Tabre).

Le SAEPPO est propriétaire des sources de Cadeillou, Marsol et de Fount Bergens, à partir desquelles l'eau brute est prélevée, produite et acheminée pour répondre aux besoins des usagers.

Par une délibération du 6 février 2012, le SAEPPO a adhéré au SMDEA pour la seule compétence de production d'eau potable avec effet au 1er janvier 2013.

Par un arrêté préfectoral du 15 février 2012, le Préfet de l'Ariège a entériné l'adhésion du SAEPPO et, en vertu de l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales, acté la mise à disposition de plein droit au SMDEA des biens meubles et immeubles utilisés pour la production d'eau potable. Le SMDEA est autorisé à prélever l'eau des sources de Cadeillou, Marsol et de Fount Bergens, en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine dans les conditions fixées par l'arrêté, lequel renvoie à la conclusion d'une convention de gestion jamais intervenue.

Cette adhésion a été acceptée par le SMDEA le 18 octobre 2012.

Par un arrêté préfectoral du 4 mars 2013, le Préfet de l'Ariège a, par conséquent, porté modification du périmètre du SMDEA en y intégrant le SAEPPO au titre de la seule compétence de production d'eau potable.
Cette compétence consiste à protéger la ressource en eau, capter l'eau dans le milieu naturel, acheminer l'eau vers une unité de traitement et traiter l'eau conformément aux normes de qualité.

L'eau ainsi traitée est prise en charge par un distributeur à la sortie de l'usine de traitement vers les usagers du service public.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

En 2018, le SMDEA a assuré la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'une usine d'eau potable à Montferrier qui reçoit l'eau provenant des sources de Fount-Bergens 1 et 2, de Cadeillou et de Marsol afin d'en assurer le traitement.

À la sortie de cette usine, le SMDEA et le SAEPPO assurent, chacun pour leurs communes membres, la distribution de l'eau potable.

Il en résulte des relations croisées entre les syndicats :

- Le SMDEA exerce la production d'eau potable par l'usine de Montferrier et son acheminement jusqu'au brise-charge de Barthalé, pour l'intégralité du territoire du SAEPPO dans le cadre du transfert de la compétence de production d'eau.

- Le SAEPPO exerce la distribution de l'eau ainsi produite, étant inclus des prestations de re-chloration et de stockage d'eau, en vue de son acheminement à ses communes adhérentes et une partie des adhérents du SMDEA.

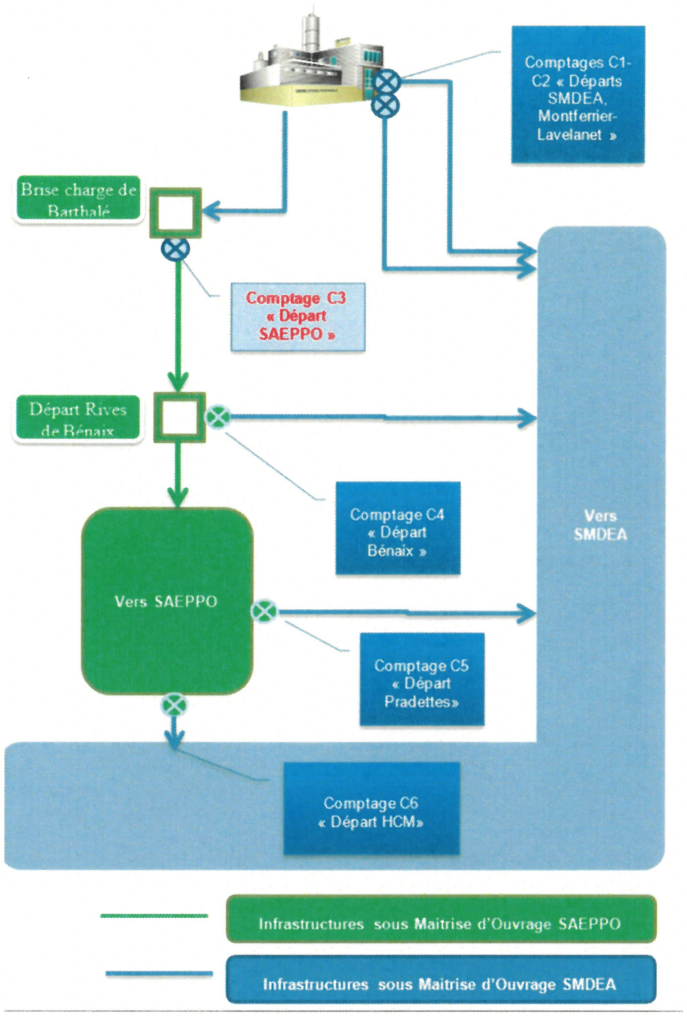
L'eau produite et traitée par le SMDEA transite sur le réseau de distribution du SAEPPO après le point de livraison et comptage C3 « Départ SAEPPO », au niveau du brise-charge de Barthalé. Le volume d'eau produit par le SMDEA est mesuré par ce point C3.

En suivant, outre la distribution d'eau auprès des communes adhérentes du SAEPPO, l'eau revient sur le réseau du SMDEA au niveau des points de livraison et comptage suivants :

- Départ C4 : Commune de Benaix
- Départ C5 : Commune de Pradettes
- Départ C6 : Haut Canton de Mirepoix

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Voir en ce sens le schéma ci-après :




**2.** Ainsi, le SMDEA, en application d'une tarification syndicale votée annuellement en comité syndical, facture la production de l'eau au SAEPPO sur la base du transfert de compétence consenti suite à l'adhésion de ce dernier au SMDEA.

**3.** Historiquement, les prestations de distributions étaient facturées par le SAEPPO, sur la base de trois conventions historiques conclues entre le SAEPPO, la Commune de Lavelanet, la Commune de Pradettes et le SIVOM du Haut Canton de Mirepoix en 1970, 1972 et 1992.

Ce dispositif ne permettait plus de garantir une compensation adéquate des charges de distribution supportées par le SAEPPO, justifiant la nécessité de redéfinir les conditions financières des relations entre les Parties.

Afin de redéfinir les conditions financières des relations entre les Parties, le SAEPPO a, par deux délibérations n°2024-7 et 2024-8 du 10 juin 2024, institué une redevance au débit du SMDEA en contrepartie de l'alimentation en eau potable du réservoir de Montsec à Lavelanet, du haut canton de Mirepoix et de la commune de Pradettes et des prestations de distribution réalisées.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Le SAEPPO a émis à l'encontre du SMDEA une série de titres exécutoires sur le fondement de ces délibérations, pour un total de 617.786, 82 euros HT.

Le SMDEA a contesté chacun de ces titres devant le tribunal administratif de Toulouse en excipant de l'irrégularité des délibérations, dont l'exécution a été suspendue par une ordonnance du 9 décembre 2024 par le tribunal administratif de Toulouse et confirmée par la CAA de Bordeaux.

Ces recours sont enregistrés sous les références suivantes par le greffe :

- Recours n°2404720 tendant à l'annulation de la délibération 2024-7 du 10 juin 2024,
- Recours n°2404721 tendant à l'annulation de la délibération 2024-8 du 10 juin 2024,
- Recours n°2404722 contre le titre T1-2018 de 53.933, 77 euros HT,
- Recours n°2404723 contre le titre T2-2018 de 101.666, 10 euros HT,
- Recours n°2404724 contre le titre T3-2018 de 97.034, 23 euros HT,
- Recours n°2404725 contre le titre T2-2019 de 124.643, 52 euros HT,
- Recours n°2404726 contre le titre T3-2019 de 110.689, 15 euros HT,
  Recours n°2404727 contre le titre T1-2020 de 129.820, 05 euros HT.

A date, les Parties reconnaissent que les trois conventions historiques sont devenues obsolètes.

**3.** Le 29 mars 2023, les Parties ont signé une convention d'achat d'eau potable par le SAEPPO au SMDEA fixant un nouveau tarif de distribution de l'eau.

Le SMDEA facturait ainsi au SAEPPO la totalité des volumes d'eau transitant par le point de comptage C3 au tarif syndical défini par son assemblée générale. Le SAEPPO facturait quant à lui la distribution de l'eau vers les communes membres du SMDEA depuis les compteurs C4, C5 et C6 au tarif fixé par la convention.

Cette convention a pris fin le 7 juin 2024.

Depuis la fin de cette convention (à partir du troisième trimestre 2024), le SAEPPO n'a plus émis de titres de recettes au débit du SMDEA. Le SMDEA a, quant à lui, continué de facturer les prestations de production d'eau potable qu'il réalise pour le SAEPPO.

Il en a résulté un déséquilibre financier entre les syndicats.

Le SAEPPO a contesté les titres de recettes émis par le SMDEA pour la production d'eau potable, représentant la somme totale de 2.047.743, 06 euros HT.

Les procédures juridictionnelles sont actuellement pendantes entre les Parties devant le Tribunal administratif de Toulouse, sous les références suivantes :

- Recours n°2404809 contre les titres T1 et T2-2024 de 196.552, 20 et 207.588, 91 euros,
- Recours n°2406532 contre le titre T3-2024 de 245.857, 49 euros HT,
- Recours n°2500668 contre le titre T4-2024 de 221.284, 51 euros HT,
- Recours n°2503092 contre le titre T1-2025 de 204.670, 12 euros HT,
- Recours n°2505546 contre le titre T2-2025 de 218.442, 56 euros HT,

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

- Recours n°2508163 contre le titre T3-2025 de 249.943, 57 euros HT,
- Recours n°2600606 contre le titre T4-2025 de 251.701, 85 euros HT,
- Recours n°2604657 contre le titre T1-2026 de 251.701, 85 euros HT.

Il s'ajoute l'introduction d'un référé-provision et d'un recours indemnitaire au fond par le SAEPPO, sous les références n°2503945 et n°2504841 enregistrés devant le tribunal administratif de Toulouse.

**4.** Par une ordonnance n°2601263 à 2601278 du 17 février 2026, le tribunal administratif de Toulouse a ordonné l'ouverture d'une médiation, avec la désignation de Madame Sylvie DENIS DINTILHAC en tant que médiatrice.

Le détail des recours contentieux couverts par cette médiation, figure en **Annexe 1**.

Une convention d'engagement de médiation a été signée par les Parties en date du 27 mai 2026.

Les Parties entendent mettre un terme définitif à l'ensemble de leurs différends relatifs aux titres exécutoires, factures et créances visés au présent protocole.

Chacune des Parties consent aux concessions réciproques énoncées ci-après afin d'éviter la poursuite des procédures contentieuses et de prévenir toute contestation future.

Il a été convenu ce qui suit.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

## ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet :

- De régler définitivement les différends opposant le SMDEA et le SAEPPO relatifs aux créances réciproques faisant l'objet des procédures contentieuses en cours dont la liste est jointe en **Annexe 1** ;

- De fixer les modalités de règlement financier convenues entre les Parties ;

- D'organiser le désistement réciproque de toutes les instances et actions engagées ;

- De prévenir tout nouveau litige relatif aux créances visées par le présent accord.

## ARTICLE 2 – NOUVELLE CONVENTION DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Les Parties s'engagent à conclure simultanément au présent protocole une convention fixant les conditions techniques, administratives et financières de la prestation de distribution d'eau potable réalisée par le SAEPPO au SMDEA, à partir du brise-charge de Barthalé jusqu'aux compteurs C4, C5 et C6.

Cette convention sera approuvée par les organes délibérants compétents des Parties et entrera en vigueur conformément à ses stipulations, rétroactivement, à partir de la date du 8 juin 2024.

## ARTICLE 3 – REGLEMENT DEFINITIF DES CREANCES

### ARTICLE 3.1 – CRÉANCES DU SMDEA À L'ENCONTRE DU SAEPPO

Les Parties reconnaissent que depuis l'année 2024, le SMDEA a émis à l'encontre du SAEPPO les titres exécutoires non réglés suivants :

- T1 2024 n°364 du 8 avril 2024 : 196.552, 20 euros HT ;
- T2 2024 n°804 du 4 juillet 2024 : 207.588, 91 euros HT ;
- T3 2024 n°1224 du 10 octobre 2024 : 245.857, 49 euros HT ;
- T4 2024 n°1701 du 9 janvier 2025 : 221.284,51 euros HT ;
- T1 2025 n°392 du 7 avril 2025 : 204.670, 12 euros HT ;
- T2 2025 n°840 du 7 juillet 2025 : 218.442, 56 euros HT ;
- T3 2025 n°1202 du 6 octobre 2025 : 249.943, 57 euros HT ;
- T4 2025 n°1753 du 12 janvier 2026 : 251.701, 85 euros HT ;
- T1 2026 n°268 du 13 avril 2026 : 251.701, 85 euros HT.

Soit un montant total de 2.047.743, 06 euros HT.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Compte tenu de la modification du volume d'eau facturé par le SMDEA à l'encontre du SAEPPO à compter du 3ème trimestre 2024 telle que prévue par les stipulations de la nouvelle convention de distribution d'eau potable conclue simultanément au présent protocole (article 2), le montant actualisé des titres exécutoires non réglés est le suivant (figurant en **Annexe 2**) :

- T1 2024 n°364 du 8 avril 2024 : 196.552, 20 euros HT ;
- T2 2024 n°804 du 4 juillet 2024 : 207.588, 91 euros HT ;
- T3 2024 n°1224 du 10 octobre 2024 : 121.496, 00 euros HT ;
- T4 2024 n°1701 du 9 janvier 2025 : 123.711 euros HT ;
- T1 2025 n°392 du 7 avril 2025 : 110.313 euros HT ;
- T2 2025 n°840 du 7 juillet 2025 : 117.345 euros HT ;
- T3 2025 n°1202 du 6 octobre 2025 : 131.985 euros HT ;
- T4 2025 n°1753 du 12 janvier 2026 : 130.136 euros HT ;
- T1 2026 n°268 du 13 avril 2026 : 109.500 euros HT.

Soit la somme totale de 1.248.627,11 euros HT.

D'un commun accord, il est convenu entre les Parties que le SMDEA ne procèdera pas à l'annulation des titres précédents mais à une réduction progressive de leurs montants dans les conditions définies à l'article 3.3 suivant.

Le SAEPPO reconnaît ainsi devoir au SMDEA et s'engage à régler, au titre du présent protocole, la somme de **1.248.627, 11 euros HT**.

Il est précisé que cette somme fixée en euros HT inclut le prix de production et la redevance en vigueur.

## ARTICLE 3.2 – CREANCES DU SAEPPO A L'ENCONTRE DU SMDEA

Les Parties reconnaissent que le SAEPPO n'a plus émis de titre relatif à la distribution d'eau potable à l'encontre du SMDEA depuis le 3ème trimestre 2024.

En application de la convention de distribution d'eau potable négociée simultanément au présent protocole et prévue à l'article 2 précédent, le SAEPPO est autorisé à émettre, sur la base du nouveau tarif de distribution d'eau potable fixé par ladite convention, les titres de recettes suivants (figurant en **Annexe 2**) :

- Juin 2024 après fin convention : 16.859, 70 euros HT ;
- T3 2024 : 68.982, 42 euros HT ;
- T4 2024 : 67.351, 44 euros HT ;
- T1 2025 : 65.131, 56 euros HT ;
- T2 2025 : 69.784, 26 euros HT ;
- T3 2025 : 81.422, 64 euros HT ;
- T4 2025 : 83.912, 40 euros HT ;
- T1 2026 : 69.820, 92 euros HT.

Soit la somme totale de 523.265, 34 euros HT.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Il est précisé que cette somme fixée en euros HT inclut le prix de distribution et la redevance en vigueur.

Le SMDEA reconnaît ainsi devoir au SAEPPO et s'engage à régler, au titre du présent protocole, la somme de **523.265, 34 euros HT**.

## ARTICLE 3.3 – MODALITES DE PAIEMENT

Les Parties reconnaissent que les créances faisant l'objet du présent protocole donneront lieu à des opérations comptables distinctes, conformément aux règles de la comptabilité publique applicables aux établissements publics concernés.

En conséquence :

- Le SAEPPO s'engage à régler au SMDEA la somme de 1.248.627,11 euros HT au titre des créances reconnues à son profit par le présent protocole (article 3.1) ;

- Le SMDEA s'engage à régler au SAEPPO la somme de 523.265, 34 euros HT au titre des créances reconnues à son profit par le présent protocole (article 3.2).

Le détail des créances actualisées dues par l'une et l'autre Partie figure en **Annexe 2**.

Chaque paiement du SAEPPO au profit du SMDEA sera effectué par mandat administratif et virement au compte du bénéficiaire, selon l'échéancier joint en **Annexe 3.**

Chaque paiement du SMDEA au profit du SAEPPO sera effectué par mandat administratif et virement au compte du bénéficiaire, selon l'échéancier joint en **Annexe 3.**

En particulier, le SAEPPO s'engage à :

- Régler les créances correspondantes aux exercices 2024 et 2025 en 2026,
- Régler les créances correspondantes aux exercices 2026 et 2027 en 2027 et 2028.

En contrepartie du règlement par le SAEPPO des échéances prévues au présent article, le SMDEA s'engage à émettre, après encaissement effectif de chaque paiement, les titres de réduction correspondants à due concurrence des sommes réglées.

Chaque titre de réduction sera émis dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception effective des fonds par le comptable public du SMDEA, conformément à l'échéancier joint en **Annexe 3**.

Les Parties reconnaissent que ces opérations de paiement et de réduction de titres sont distinctes et réalisées conformément aux principes applicables à la comptabilité publique.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Chaque Partie s'engage à accomplir dans les meilleurs délais l'ensemble des formalités administratives, budgétaires et comptables nécessaires à l'exécution du présent protocole.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance à sa date d'exigibilité, la Partie créancière adressera à la Partie débitrice une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

À défaut de régularisation dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, l'intégralité des sommes restant dues deviendra immédiatement exigible.

En outre, la Partie débitrice sera redevable envers la Partie créancière d'une indemnité forfaitaire égale à dix pour cent (10 %) des sommes demeurant impayées à l'expiration du délai de mise en demeure.

Cette indemnité est destinée à réparer le préjudice résultant de l'inexécution du présent protocole sans préjudice du droit pour la Partie créancière de solliciter la réparation de son entier préjudice si celui-ci excède le montant de l'indemnité forfaitaire.

À défaut de régularisation dans le délai précité, la Partie créancière sera également déliée de l'ensemble des concessions consenties dans le cadre du présent protocole et pourra poursuivre ou reprendre toute procédure juridictionnelle relative aux litiges visés par celui-ci.

## ARTICLE 4 – ANNULATION DE CERTAINS TITRES EXÉCUTOIRES ÉMIS PAR LE SAEPPO

Le SAEPPO renonce au recouvrement des titres exécutoires émis à l'encontre du SMDEA, de façon rétroactive et sur la base de la délibération suspendue du 10 juin 2024.

Le SAEPPO s'engage à annuler les titres exécutoires suivants :

- T1 2018 : 53.933, 77 euros HT ;
- T2 2018 : 101.666, 10 euros HT ;
- T3 2018 : 97.034, 23 euros HT ;
- T2 2019 : 124.643, 52 euros HT ;
- T3 2019 : 110.689, 15 euros HT ;
- T1 2020 : 129.820, 05 euros HT.

Soit la somme totale de 617.786, 82 euros HT.

Le SAEPPO s'engage, conformément à l'échéancier figurant en **Annexe 3**, à procéder à l'annulation de l'intégralité des titres exécutoires visés au présent article dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de recours contentieux de deux (2) mois ouvert au représentant de l'État pour exercer, le cas échéant, un déféré préfectoral à l'encontre des délibérations approuvant le présent protocole et la convention de distribution d'eau potable prévue à l'article 2 (selon la plus tardive d'entre elles), sous réserve qu'aucun déféré n'ait été introduit dans ce délai.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Le SAEPPO adressera au SMDEA, dans le même délai, copie de la décision d'annulation ainsi que tout justificatif attestant de l'accomplissement des formalités correspondantes auprès du comptable public compétent.

Sous réserve de la parfaite exécution de cet engagement, le SMDEA renoncera à poursuivre les contestations dirigées contre lesdits titres et procédera, conformément aux stipulations du présent protocole, au désistement des instances engagées devant le Tribunal administratif de Toulouse dans les conditions fixées à l'article 5 du présent protocole.

L'annulation des titres exécutoires visés au présent article constitue une condition déterminante du consentement du SMDEA à la présente transaction.

À défaut d'annulation effective de l'intégralité des titres exécutoires dans le délai précité, le SMDEA pourra, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze jours, constater la résolution de plein droit du présent protocole par simple notification écrite adressée au SAEPPO.

Dans cette hypothèse, chacune des Parties retrouvera l'intégralité de ses droits et actions relativement aux litiges visés par le présent protocole.

## ARTICLE 5 – DÉSISTEMENT DES INSTANCES ET ACTIONS

Les Parties s'engagent à se désister de l'ensemble des recours contentieux ayant donné lieu à la médiation, tels que listés en préambule du présent protocole.

Les Parties conviennent que les désistements d'instance et d'action seront déposés devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de recours contentieux de deux (2) mois ouvert au représentant de l'État pour exercer, le cas échéant, un déféré préfectoral à l'encontre des délibérations approuvant le présent protocole et la convention de distribution d'eau potable prévue à l'article 2 (selon la plus tardive d'entre elles), sous réserve qu'aucun déféré n'ait été introduit dans ce délai.

Chaque Partie s'engage à accepter le désistement présenté par l'autre Partie et à ne former, à raison des mêmes faits, créances, titres exécutoires ou relations contractuelles visés au présent protocole, aucune nouvelle action contentieuse ou réclamation administrative.

Les Parties conviennent expressément que chacune d'elles conservera à sa charge les frais, honoraires, dépens et autres dépenses qu'elle a exposés dans le cadre des procédures concernées.

En conséquence, chacune des Parties renonce irrévocablement à solliciter, dans les instances visées par le présent protocole ou à l'occasion de leur extinction, toute condamnation de l'autre Partie au titre des frais exposés et non compris dans les dépens sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de justice administrative.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Les Parties demanderont au Tribunal administratif de constater leurs désistements respectifs et de donner acte de leur renonciation réciproque à toute demande présentée sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de justice administrative.

## ARTICLE 6 – FORMULE TRANSACTIONNELLE

Les Parties reconnaissent avoir bénéficié du temps et des conseils nécessaires pour mesurer la portée de leurs engagements et donner leur entier consentement à la présente transaction.

Sous réserve de la parfaite exécution du présent protocole, chaque Partie déclare être remplie de l'intégralité de ses droits concernant les créances, titres exécutoires, prestations, factures et relations financières visés au présent protocole.

En conséquence, et conformément à l'article 2052 du Code civil, le présent protocole fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les Parties de toute action ou réclamation ayant le même objet que les litiges réglés par le présent accord.

Les Parties pourront produire le présent protocole devant toute juridiction ou autorité administrative compétente afin de justifier du règlement amiable de leur différend et de l'extinction des litiges en résultant.

## ARTICLE 7 – APPROBATION DU PROTOCOLE PAR LES ORGANES DÉLIBÉRANTS

Chaque Partie s'engage à soumettre le présent protocole à l'approbation de son organe délibérant dans les meilleurs délais et à procéder à sa signature dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de l'adoption des délibérations correspondantes

Dans l'hypothèse où l'un des organes délibérants refuserait d'approuver le présent protocole ou n'adopterait pas la délibération requise, le présent protocole sera réputé caduc de plein droit, sans indemnité de part ni d'autre et sans que les Parties puissent se prévaloir de l'une quelconque de ses stipulations.

Dans cette hypothèse, chacune des Parties retrouvera l'intégralité de ses droits, actions, prétentions et moyens dans les procédures juridictionnelles en cours.

## ARTICLE 8 – EFFETS DE LA TRANSACTION

Le présent protocole constitue une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Conformément à l'article 2052 du Code civil, il fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les Parties de toute action ou réclamation ayant le même objet que les litiges réglés par le présent accord.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

## ARTICLE 9 – INTERPRÉTATION ET EXÉCUTION DU PROTOCOLE

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent protocole, le cas échéant par la saisine d'un tiers, expert ou médiateur, désigné conjointement par les Parties.

La Partie la plus diligente fait connaître à l'autre, par courrier ou courriel avec accusé de réception, le différend et la ou les solution(s) estimée(s) pertinente(s) pour y remédier, avec la communication des justificatifs utiles, et propose le cas échéant le tiers de son choix. A réception, les Parties s'engagent à se rencontrer dans les meilleurs délais pour parvenir à un accord. Si dans un délai de trois (3) mois suivant la réception de la demande, aucun accord amiable n'a été trouvé, chaque Partie pourra engager une procédure contentieuse.

Toutes contestations qui viendraient à naître sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent protocole sont de la compétence du tribunal administratif de Toulouse.

## ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à préserver la confidentialité des échanges, informations et documents communiqués dans le cadre des négociations ayant conduit à la conclusion du présent protocole.

Elles s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les informations dont elles auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent protocole, sauf accord préalable de l'autre Partie ou obligation légale, réglementaire, administrative ou juridictionnelle.

Les Parties reconnaissent que le présent protocole constitue un document administratif communicable dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration ainsi que par les règles applicables aux établissements publics signataires.

## ARTICLE 11 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent protocole ainsi que la convention de distribution d'eau potable prévue à l'article 2 précédent seront préalablement approuvés par les organes délibérants compétents du SMDEA et du SAEPPO.

Les représentants des Parties procéderont à leur signature dans un délai maximal de trente (30) jours suivant l'adoption des délibérations correspondantes.

Le présent protocole entrera en vigueur et deviendra exécutoire à l'expiration du délai de recours contentieux de deux (2) mois ouvert au représentant de l'État pour exercer, le cas échéant, un déféré préfectoral à l'encontre des délibérations approuvant le présent protocole et la convention de distribution d'eau potable (selon la plus tardive d'entre elles), sous réserve qu'aucun déféré n'ait été introduit dans ce délai.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

Dans un délai de quinze (15) jours suivant l'expiration de ce délai de deux (2) mois et sous réserve qu'aucun déféré préfectoral n'ait été introduit :

- Le SAEPPO procédera à l'annulation des titres exécutoires conformément à l'article 4 du présent protocole ;

- Chacune des Parties déposera devant le Tribunal administratif de Toulouse les mémoires portant désistement d'instance et d'action conformément à l'article 5 du présent protocole ;

- Chaque Partie procédera au règlement des créances dues à l'égard de l'autre Partie dans les conditions définies à l'article 3 du présent protocole et selon l'échéancier figurant en **Annexe 3**.

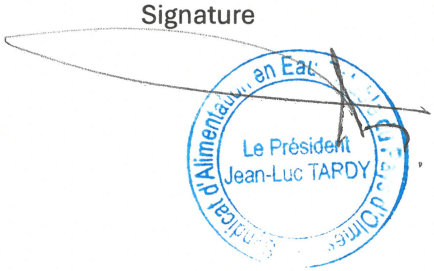
En cas d'introduction d'un déféré préfectoral à l'encontre de l'une quelconque des délibérations approuvant le présent protocole ou la convention de distribution d'eau potable, les Parties se rapprocheront afin de déterminer les conséquences à tirer de cette situation sur l'exécution du présent protocole.

Les Parties s'engagent à accomplir les formalités administratives nécessaires à son exécution.

Fait à
Le
En deux exemplaires originaux.

**Pour le SMDEA**
La Présidente
Signature

**Pour le SAEPPO**
Le Président
Signature



Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

**Annexe 1** : Instances et recours concernés par les désistements

**Annexe 2** : Tableau actualisé des créances du SAEPPO et SMDEA

**Annexe 3** : Echéancier SAEPPO – SMDEA

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2404720 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation de la délibération du 10/06/2024 portant prix de vente d'eau potable au SMDEA pour l'alimentation du réservoir de Montsec à Lavelanet, du haut canton de Mirepoix et de la commune de Pradettes de 2018 à 2021 et la décharge de l'obligat |
| 2404721 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation de la délibération du 10/06/2024 portant prix de vente d'eau potable au SMDEA pour l'alimentation du réservoir de Montsec à Lavelanet, du haut canton de Mirepoix et de la commune de Pradettes et la décharge de l'obligation de payer to |
| 2404722 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation du titre de recettes n° 4651 du 20/06/2024 concernant la facture pour l'alimentation de Montsec/HCM/Pradettes du 1er trimestre 2018 au 20/06/2024 pour un montant de 56 900,12 euros + la décharge des sommes demandées |
| 2404723 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation du titre de recettes n° 4652 du 20/06/2024 concernant la facture pour l'alimentation de Montsec/HCM/Pradettes du 1er trimestre 2018 au 20/06/2024 pour un montant de 107 257,73 euros + la décharge des sommes demandées |
| 2404724 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation du titre de recettes n° 4653 du 20/06/2024 concernant la facture pour l'alimentation de Montsec/HCM/Pradettes du 1er trimestre 2018 au 20/06/2024 pour un montant de 102 371,11 euros + la décharge des sommes demandées |
| 2404725 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation du titre de recettes n° 4654 du 20/06/2024 concernant la facture pour l'alimentation de Montsec/HCM/Pradettes du 2nd trimestre 2019 au 20/06/2024 pour un montant de 131 498,91 euros + la décharge des sommes demandées |
| 2404726 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation du titre de recettes n° 4655 du 20/06/2024 concernant la facture pour l'alimentation de Montsec/HCM/Pradettes du 2nd trimestre 2019 au 20/06/2024 pour un montant de 116 777,05 euros + la décharge des sommes demandées |
| 2404727 | SMDEA09 | SAEPPO | | Demande l'annulation du titre de recettes n° 4656 du 20/06/2024 concernant la facture pour l'alimentation de Montsec/HCM/Pradettes du 2nd trimestre 2019 au 20/06/2024 pour un montant de 960 820,15 euros + la décharge des sommes demandées |
| 2404809 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande l'annulation des titres du 05/04/2024 d'un montant de 207 362,57 euros et du 04/07/2024 d'un montant de 219 006,30 euros concernant les factures de fourniture d'eau |

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2406532 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande l'annulation du titre n° 1224 du 10/10/2024 d'un montant de 259 379,65 euros concernant la facture de fourniture d'eau potable |
| 2500668 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande l'annulation du titre de recette du 09/01/2025 d'un montant de 233 455,16 euros correspondant au m3 d'eau potable distribué pendant le 4ème trimestre 2024 |
| 2503092 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande l'annulation de la facture du 03/04/2025 d'un montant de 215 926,98 euros correspondant au volume d'eau potable distribué pendant le premier trimestre 2025 |
| 2504841 | SAEPPO | SMDEA09 | | Le syndicat SAEPPO demande la condamnation du syndicat SMDEA à lui verser la somme de 686 092,90 euros au titre du remboursement des dépenses engagées pour la fourniture d'eau potable |
| 2505546 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande annulation du titre exécutoire d'un montant de 230 456,90 euros émis le 07/07/2025 relatif à la fourniture d'eau potable |
| 2508163 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande annulation du titre exécutoire d'un montant de 263 690,47 euros émis le 3 octobre 2025 relatif à la fourniture d'eau potable |
| 2600606 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande annulation du titre exécutoire d'un montant de 265 545,45 euros émis le 3 octobre 2025 relatif à la fourniture d'eau potable |
| 2604657 | SAEPPO | SMDEA09 | | Demande annulation du titre exécutoire d'un montant de .... émis le ... relatif à la fourniture d'eau potable T1 2026 |

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

# ANNEXE 2

## TABLEAU ACTUALISE DES CREANCES SAEPPO / SMDEA

**Synthèse des créances détenues par le SAEPPO et le SMDEA**

(sur la base de la tarification prévue par la convention de distribution et le protocole transactionnel)

| | Titres à réduire par SMDEA | | | | | Nouveaux titres à émettre par SAEPPO | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Période | Prix de l'eau SMDEA en € HT/m3 | Prix redevance SMDEA en € HT/m3 | Volume C3 - (C4+C5+C6) en m3 | anciens montants en € HT | nouveaux montants en € HT | Prix de l'eau SAEPPO en € HT/m3 | Prix redevance SAEPPO en € HT/m3 | Volume C4+C5+C6 en m3 | Prix négocié distribution d'eau facturé en € HT |
| T1 2024 | 0.95 | 0.18 | | 196 552.20 | **196 552.20** | | | | |
| T2 2024 | 0.95 | 0.18 | | 207 588.91 | **207 588.91** | | | | |
| Juin 2024 (après fin convention) | | | | | | 0.6 | 0.18 | 21 615 | **16 859.70** |
| T3 2024 | 0.95 | 0.18 | 129 134 | 245 857.49 | **121 496.00** | 0.6 | 0.18 | 88 439 | **68 982.42** |
| T4 2024 | 0.95 | 0.18 | 109 479 | 221 284.51 | **123 711.00** | 0.6 | 0.18 | 86 348 | **67 351.44** |
| **ANNEE 2024** | | | | | | | | | |
| T1 2025 | 0.95 | 0.18 | 97 622 | 204 670.12 | **110 313.00** | 0.6 | 0.18 | 83 502 | **65 131.56** |
| T2 2025 | 0.95 | 0.18 | 103 845 | 218 442.56 | **117 345.00** | 0.6 | 0.18 | 89 467 | **69 784.26** |
| T3 2025 | 0.95 | 0.18 | 116 801 | 249 943.57 | **131 985.00** | 0.6 | 0.18 | 104 388 | **81 422.64** |
| T4 2025 | 0.95 | 0.18 | 115 165 | 251 701.85 | **130 136.00** | 0.6 | 0.18 | 107 580 | **83 912.40** |
| **ANNEE 2025** | | | | | | | | | |
| T1 2026 | 0.95 | 0.18 | 96 903 | 251 701.85 | **109 500.00** | 0.6 | 0.18 | 89 514 | **69 820.92** |
| **ANNEE 2026** | | | | | | | | | |
| **TOTAL T3 2024 à T1 2026** | | | | **2 047 743.06** | **1 248 627.11** | | | | **523 265,34** |

* Les prix HT incluent le prix de production ou de distribution d'eau + la redevance de 0.18€/m3.

Envoyé en préfecture le 10/07/2026
Reçu en préfecture le 10/07/2026
Publié le
ID : 009-250900552-20260709-100701-DE

**ANNEXE 3**

**ECHEANCIER DE REGULARISATION**

**Prix de production SMDEA : 0,95 €/m³ | Prix de distribution SAEPPO : 0,60 €/m³ | Écart permanent : 0,35 €/m³**

**Absence d'indexation : le tarif de distribution SAEPPO reste fixé à 0,60 €/m³.**

**En cas d'évolution ultérieure du prix de production SMDEA, le tarif SAEPPO serait revu pour maintenir l'écart de 0,35 €/m³.**

**Exemple : si le prix SMDEA passe à 1,00 €/m³, le prix de distribution SAEPPO serait de 0,65 €/m³.**

**ECHEANCIER 2026**

| Acteur | Action | Référence | Période | Montants | Date | Justificatif à produire | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SAEPPO | Annulation | T1 n°1651 du 20/06/2024 | 2018 | 53 934 € | sept-26 | Mandats d'annulation | |
| | | T2 n°4652 du 20/06/2024 | 2018 | 101 666 € | sept-26 | Mandats d'annulation | |
| | | T3 n°4653 du 20/06/2024 | 2018 | 97 034 € | sept-26 | Mandats d'annulation | |
| | | T2 n°4654 du 20/06/2024 | 2019 | 124 644 € | sept-26 | Mandats d'annulation | |
| | | T3 n°4655 du 20/06/2024 | 2019 | 110 689 € | sept-26 | Mandats d'annulation | |
| | | T1 n°4656 du 24/06/2024 | 2020 | 129 820 € | sept-26 | Mandats d'annulation | |
| | | TOTAL | 2018 à 2020 | **617 787 €** | sept-26 | | |
| SAEPPO | Titres | T3 à T4 | 2024 | 153 194 € | oct-26 | Aucun | Factures recalculées - tarif 0,60 €/m³ |
| | | T1 à T4 | 2025 | 300 251 € | oct-26 | Aucun | Factures recalculées - tarif 0,60 €/m³ |
| | | TOTAL | 2024 à 2025 | **453 444 €** | oct-26 | | |
| SMDEA | Mandats | T3 à T4 | 2024 | 153 194 € | nov-26 | Aucun | |
| | | T1 à T4 | 2025 | 300 251 € | nov-26 | Aucun | |
| | | TOTAL | 2024 à 2025 | **453 444 €** | nov-26 | | |
| SAEPPO | Mandats | T1 à T2 | 2024 | 404 141 € | déc-26 | Aucun | **Factures non recalculées** |
| | | T3 à T4 | 2024 | 245 208 € | déc-26 | Aucun | Factures recalculées |
| | | T1 à T4 | 2025 | 489 779 € | déc-26 | Aucun | Factures recalculées |
| | | TOTAL | 2024 et 2025 | **1 139 128 €** | déc-26 | | |
| SMDEA | Mandats | T3 à T4 | 2024 | 221 934 € | déc-26 | Mandats d'annulation | Réduction de titres |
| | | T1 à T4 | 2025 | 434 979 € | déc-26 | Mandats d'annulation | Réduction de titres |
| | | TOTAL | 2024 et 2025 | **656 913 €** | déc-26 | | |
| SMDEA | Titres | T2 | 2026 | 83 983 € | déc-26 | | |
| | | T3 à T4 | 2026 | | déc-26 | | à calculer lorsque le volume sera connu |
| | | TOTAL | 2026 | **83 983 €** | déc-26 | | |
| SAEPPO | Titres | T1 | 2026 | 69 822 € | déc-26 | | Tarif 0,60 €/m³ + redevance 0,18 €/m³ |
| | | T2 | 2026 | 72 681 € | déc-26 | | |
| | | T3 à T4 | 2026 | | déc-26 | | à calculer lorsque le volume sera connu |
| | | TOTAL | 2026 | **142 503 €** | déc-26 | | |

**ECHEANCIER 2027**

| Acteur | Action | Référence | Période | Montants | Date | Justificatif à produire | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SMDEA | Titre | T1 | 2027 | | avr-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Titre | T1 | 2027 | | avr-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T1 | 2027 | | avr-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T1 | 2026 | 69 822 € | avr-27 | | Paiement T1 2026 recalculé au tarif 0,60 €/m³ |
| SAEPPO | Mandat | T1 | 2027 | | avr-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Mandat | T1 | 2026 | 109 500 € | avr-27 | | |
| SMDEA | Mandat | T1 | 2026 | 101 152 € | avr-27 | | Réduction de titre |
| SMDEA | Titre | T2 | 2027 | | juil-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Titre | T2 | 2027 | | juil-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T2 | 2027 | | juil-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Mandat | T2 | 2027 | | juil-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T2 | 2026 | 72 681 € | juil-27 | | |
| SAEPPO | Mandat | T2 | 2026 | 83 983 € | juil-27 | | |
| SMDEA | Titre | T3 | 2027 | | oct-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Titre | T3 | 2027 | | oct-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T3 | 2027 | | oct-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Mandat | T3 | 2027 | | oct-27 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T3 | 2026 | | oct-27 | | à calculer lorsque le volume sera connu |
| SAEPPO | Mandat | T3 | 2026 | | oct-27 | | à calculer lorsque le volume sera connu |

**ECHEANCIER 2028**

| Acteur | Action | Référence | Période | Montant | Date | Justificatif à produire | Remarques |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SMDEA | Titre | T4 | 2027 | | janv-28 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Titre | T4 | 2027 | | janv-28 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T4 | 2027 | | janv-28 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SAEPPO | Mandat | T4 | 2027 | | janv-28 | | à calculer lorsque le volume et le tarif seront connus |
| SMDEA | Mandat | T4 | 2026 | | janv-28 | | à calculer lorsque le volume sera connu |
| SAEPPO | Mandat | T4 | 2026 | | janv-28 | | à calculer lorsque le volume sera connu |